Le ministère du travail a tenu une réunion avec les organisations syndicales et patronales le lundi 20 décembre portant sur l’extension du pass sanitaire à l’ensemble des travailleurs.

La proposition présentée consiste à généraliser aux salariés du privé comme aux agents du public soit à 25 millions d’actifs une sorte de permis de travail fondé sur les mêmes principes que celui qui a été imposé aux 2 millions de salariés de plusieurs professions en septembre dernier: à savoir un pass sanitaire qui prévoit soit un schéma vaccinal complet, soit une guérison récente du Covid, soit un test négatif de moins de 48 h.

L’ensemble des organisations syndicales et patronales ont désapprouvé cette proposition.

La CGT a repris les mêmes arguments développés depuis de nombreux mois sur la place du service public et en particulier la nécessité de renforcer les services de médecine du travail et l’accompagnement social des personnes les plus éloignées de l’emploi ou dans la précarité.

Plus convaincre que contraindre et éviter toute nouvelle décision de restriction des libertés qui divisent les salariés sur les lieux de travail.

Seuls 2 millions de salariés ont pu bénéficier de la vaccination par les services de médecine du travail sur 25 millions d’actifs, cela démontre la casse de ce service public, qui ne peut même plus vacciner sur un même site les salariés du donneur d’ordre et les sous-traitants, qui ne touchent pas les précaires…

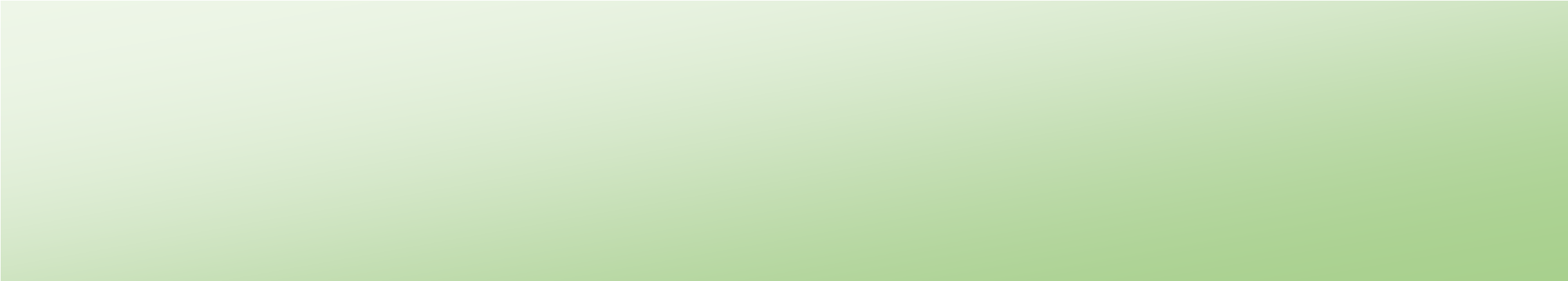


**Pass sanitaire**

**Compte rendu de la réunion du**

**20**

**décembre 2021 avec le Ministère du travail**





**Note aux**

**organisations**

Montreuil, le

2

1

décembre

2021



Développer l’aménagement des entreprises pour faciliter les protections des salariés (capteurs, aération, matériel de protection…).

Réglementer le télétravail.

Favoriser une vraie politique de vaccination de masse à l’échelle mondiale en libérant les brevets.

Ne pas faire travailler les soignants malades ou positifs au Covid à l’hôpital ou dans les EHPAD pour pallier une politique mortifère du service public de la santé.

Devant le refus unanime des OS et Op la ministre a conclu sur la nécessité de poursuivre les échanges.

Il est à noter que ces décisions devront faire l’objet d’un ajout dans le projet de loi traitant du pass vaccinal envisagé pour l’accès aux loisirs (restaurants, cinéma…) et ne pourrait donc pas entrer en vigueur avant le courant du mois de janvier.